

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (87)439

Vol. 1987/0229

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1118/87

Délai:

LUNDI 21 SEPTEMBRE 1987 - 12H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Développement de l'agriculture au Portugal

Proposition de MM. ANDRIESSEN, VARFIS

Décision proposée

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil modifiant le Règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil, instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal

- . Accompagné d'un exposé des motifs

Commentaire

La présente proposition introduit certaines modifications au programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal, entré en vigueur le 1.1.86. Notamment le taux d'aide du Feoga-Orientation est majoré de 10 points ainsi que le taux de participation de ces fonds aux dépenses effectuées pour la réalisation de mesures forestières.

Un comité de suivi est, en outre, institué.


R. GACHOT
Directeur

copie à : MM. LEGRAS, MOREL, BARLEBO-LARSEN, de MOOR, GALLAGHER, EHLERMANN
pour info. M. MAYHEW

p.J.

RL

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : AGRICULTURE

Services associés

- pour accord -

BUDGETS : ACCORD
COORDINATION DES INSTRUMENTS STRUCTURELS : ACCORD
CONTROLE FINANCIER : ACCORD
PECHE : ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable
(sous réserve d'une dernière
vérification du texte)

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen : facultative et le Service
responsable suggère de ne
pas y recourir compte tenu
de l'importance mineure de
ce projet.

La consultation du Comité Economique et Social : Idem.

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

COMMUNICATION A LA COMMISSION

1. Sur base des articles 253, 258 paragraphe 2 et 263 paragraphe 2 ainsi que du protocole No 24 de l'Acte d'Adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés Européennes, a été adopté le règlement (CEE) No 3828/85 du Conseil, du 20 décembre 1985 instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal qui définit le cadre et les modalités d'exécution de l'effort additionnel en faveur de l'amélioration de la situation structurelle de l'agriculture portugaise à entreprendre pendant dix années et dans la limite d'un coût prévisionnel à charge du FEOGA, section orientation, de 700 millions d'Ecus.
2. L'expérience acquise depuis le 1er janvier 1986 a démontré que pour une meilleure application des dispositions contenues dans ledit règlement, il s'avérerait opportun d'apporter quelques modifications à son dispositif.

Ces modifications concernent :

- la majoration de 10 points du taux d'aide du FEOGA-Orientation pour les projets concernant les produits agricoles financés au Portugal au titre du règlement (CEE) No 355/77 du Conseil, du 15 février 1977, laquelle devrait être élargie à tous les projets financés au Portugal indépendamment du taux de participation du FEOGA-Orientation au titre du règlement (CEE) No 355/77. Cette modification renforcera l'application de ce règlement qui a une grande importance au Portugal en respectant l'arriéré des structures en la matière. Par contre, l'article 21 paragraphe 2 du règlement (CEE) 3828/85 limite cette majoration aux projets bénéficiant du concours maximal du Fonds.
 - l'accroissement du taux de participation du FEOGA-Orientation en ce qui concerne les mesures forestières qu'il est proposé de porter de 50 à 70 % compte tenu du caractère prioritaire attribué à cet aspect, ainsi que des disponibilités financières très limitées de cet Etat membre.
3. En outre, il est proposé de mettre sur pied un Comité du suivi en vue de veiller à une mise en oeuvre du Règlement (CEE) No 3828/85 s'inscrivant dans le concept de partenariat recommandé par la Commission et qui, dans le cas d'espèce, devra permettre d'assurer une mise en oeuvre aussi conforme que possible aux objectifs définis dans ledit règlement ainsi que d'assurer les possibilités d'ajustement aux changements intervenus, le cas échéant, au Portugal.

4. Les modifications proposées sont sans effet sur le coût prévisionnel de l'action commune à la charge du FEOGA.

Historical Archives of the European Commission

Proposition

REGLEMENT (CEE) N° /87 DU CONSEIL

du 1987

modifiant le Règlement (CEE) N° 3828/85 du Conseil,

instituant un programme spécifique

de développement de l'agriculture au Portugal

EXPOSE DES MOTIFS

Le règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal, est entré en vigueur le 1er janvier 1986; depuis cette date, il a été constaté que l'application des mesures prévues aux articles 21 et 22 dudit règlement serait facilitée par les modifications proposées dans le présent projet de règlement.

Ces modifications concernent :

- la majoration de 10 points du taux d'aide du FEOGA-Orientation pour les projets financés au Portugal au titre du règlement (CEE) n° 355/77 du Conseil, du 15 février 1977, concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et de la pêche (article 21) qu'il est proposé d'élargir à tous les projets concernant les produits agricoles financés au Portugal au titre dudit règlement (CEE) n° 355/77, indépendamment du taux de participation du FEOGA-Orientation;
- le taux de participation du FEOGA-Orientation aux dépenses effectuées pour la réalisation des mesures forestières (article 22) qu'il est proposé de porter de 50 à 70 %, à partir du 1er janvier 1987.

En outre, il est proposé de mettre sur pied un comité du suivi (article 4bis) en vue de garantir - dans le cadre du partenariat entre la Commission et le Portugal - que la mise en oeuvre des mesures prévues dans le Règlement (CEE) n° 3828/85 soit effectuée et, le cas échéant, ajustée en tenant compte d'un effort commun de suivi et d'évaluation.

L'ensemble de ces modifications sera sans effet sur le coût prévisionnel de l'action commune à la charge du FEOGA.

Proposition

de

REGLEMENT (CEE) No /87 DU CONSEIL

modifiant le Règlement (CEE) No 3828/85 instituant un
programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

Vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment son article 253, son article 258 paragraphe 2 et son article 263 paragraphe 2, et le protocole No 24 qui y est annexe,

vu la proposition de la Commission (1),

considérant que, sur base de l'expérience acquise, il convient d'adapter certaines dispositions de l'action commune établie par le règlement (CEE) No 3828/85 (2),

considérant que l'article 21 du Règlement (CEE) No 3828/85 prévoit un taux maximal uniforme de subvention de 60 % accordé par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole aux projets concernant les produits agricoles financés au Portugal au titre du Règlement (CEE) No 355/77, concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles (3), modifié en dernier lieu par le Règlement (CEE) No 1760/87 (4) ; considérant qu'en vue de permettre une mise en oeuvre plus efficace de l'objectif d'amélioration renforcé de la commercialisation et de la transformation auquel cet article répond, il convient de remplacer le taux uniforme par un taux flexible permettant de majorer de 10 points, le concours du fonds pour des projets financés à ce titre au Portugal ;

considérant que les disponibilités financières du Portugal sont très limitées ; qu'eu égard au caractère prioritaire attribué par la Communauté à la réalisation des mesures forestières au Portugal telles que définies à l'article 22 du règlement (CEE) No 3828/85, il y a lieu de porter le taux de co-financement communautaire à 70 % concernant les dépenses occasionnées par la réalisation de ces mesures afin que soient mieux encouragés les investissements dans ce secteur ;

(1) J.O. No C du

(2) J.O. No L 372 du 31.12.1985, p. 5

(3) J.O. No L 51 du 23.02.1977, p. 1

(4) J.O. No L 167 du 26.06.1987, p. 1

considérant qu'il convient de procéder à une évaluation de la mise en oeuvre des mesures prévues par le règlement (CEE) No 3828/85 ainsi que de leur effet sur les problèmes structurels visés par ledit règlement,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) N° 3828/85 est modifié comme suit :

1) Le Titre I est complété par l'article 4bis comme suit :

"Article 4bis

1. Pour l'action commune un Comité du suivi est mis sur pied d'un commun accord entre la Commission et le gouvernement portugais

Le Comité assiste le gouvernement portugais ou, le cas échéant, toute autre autorité désignée par celui-ci pour assurer l'exécution efficace de l'action commune.

Le Comité se réunit au moins une fois par an, et, le cas échéant, ces réunions sont élargies aux représentants des milieux professionnels concernés.

2. En vue d'assurer l'information dudit Comité, le gouvernement portugais est tenu de faire parvenir à la Commission une fois par an, avant le 1er juillet, un rapport sur le déroulement de l'ensemble des programmes en application".

2) Le Titre VII est modifié comme suit :

A l'article 21 le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Le concours du Fonds prévu à l'article 17 paragraphe 2 point c) du règlement (CEE) No 355/77 peut être majoré de 10 points au titre du présent règlement pour les projets concernant les produits agricoles".

3) Le Titre VIII est modifié comme suit :

A l'article 22, paragraphe 3, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le Fonds rembourse à la République portugaise jusqu'à 70 % des dépenses effectuées pour la réalisation des mesures visées au paragraphe 1".

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés Européennes.

L'article premier sous 2) est applicable à partir du premier janvier 1988.

L'article premier sous 3) est applicable à partir du premier janvier 1987.

le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat Membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le Président

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du

du Conseil modifiant le R. (CEE) n° 3828/85 instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 324 intitulé : Programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal.

2. Base juridique : Art. 253 et protocole n° 24 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux C.E.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~DEBILITATION~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Dans l'objectif de faciliter l'application des mesures prévues aux art. 21 et 22 du R. (CEE) n° 3828/85 il est proposé de porter le taux de participation communautaire pour les mesures forestières à 70 % et d'élargir la majoration de 10 % du taux d'aide du FEOGA(0) pour les projets du R. (CEE) n° 355/77 à tous les projets au titre dudit règlement indépendamment du taux de participation du FEOGA(0).

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense :

5.2 Part du financement communautaire :

5.3 Calcul :

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels (1)

6.1 Echancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E.</u>	<u>C.P.</u>
19		
19		
19		
19		
19		
exercices ultérieurs		
Total		

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) Les modifications proposées n'affectent pas le coût prévisionnel de la mesure (700 MECU sur 10 ans).

Bruxelles, le 11 septembre 1987

COM(87) 439

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1118/87

Délai:

LUNDI 21 SEPTEMBRE 1987 - 12H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Développement de l'agriculture au Portugal

Proposition de MM. ANDRIESSEN, VARFIS

Décision proposée

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil modifiant le Règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil, instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal
- . Accompagné d'un exposé des motifs

Commentaire

La présente proposition introduit certaines modifications au programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal, entré en vigueur le 1.1.86. Notamment le taux d'aide du Feoga-Orientation est majoré de 10 points ainsi que le taux de participation de ces fonds aux dépenses effectuées pour la réalisation de mesures forestières.

Un comité de suivi est, en outre, institué.


R. GACHOT
Directeur

copie à : MM. LEGRAS, MOREL, BARLEBO-LARSEN, de MOOR, GALLAGHER, EHLMANN
pour info. M. MAYHEW

p.J.

RL

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : AGRICULTURE

Services associés

- pour accord -

BUDGETS : ACCORD
COORDINATION DES INSTRUMENTS STRUCTURELS : ACCORD
CONTROLE FINANCIER : ACCORD
PECHE : ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable
(sous réserve d'une dernière
vérification du texte)

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen : facultative et le Service
responsable suggère de ne
pas y recourir compte tenu
de l'importance mineure de
ce projet.

La consultation du Comité Economique et Social : Idem.

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

1. Auf der Grundlage der Artikel 253, 258 Absatz 2 und 263 Absatz 2 sowie des Protokolls Nr. 24 der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals zu den Europäischen Gemeinschaften ist die Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 des Rates vom 20. Dezember 1985 zur Einführung eines Sonderprogramms zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal erlassen worden, in der der Rahmen und die Durchführungsmodalitäten der zusätzlichen gemeinschaftlichen Anstrengungen zur Verbesserung der strukturellen Lage der portugiesischen Landwirtschaft für einen Zeitraum von zehn Jahren mit voraussichtlichen Kosten zu Lasten des EAGFL, Abteilung Ausrichtung, in Höhe von 700 Mio ECU festgelegt worden sind.
2. Die Erfahrungen seit dem 1. Januar 1986 haben gezeigt, daß eine Änderung dieser Richtlinie in einigen Punkten zur besseren Anwendung der Bestimmungen zweckmäßig ist.

Es handelt sich hierbei um folgende Änderungen:

- die Erhöhung des Zuschusses des EAGFL-Ausrichtung um 10 Prozentpunkte für in Portugal gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 des Rates vom 15. Februar 1977 finanzierte Vorhaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse; diese Erhöhung sollte auf alle in Portugal finanzierten Vorhaben unabhängig von dem Beteiligungssatz des EAGFL-Ausrichtung gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 ausgedehnt werden. Dank dieser Änderung wird eine wirksamere Durchführung dieser Verordnung möglich sein, die in Portugal von großer Bedeutung ist, da sie die veralteten Strukturen in diesem Bereich berücksichtigt. Artikel 21 Absatz 2 der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 beschränkt diese Erhöhung jedoch auf Vorhaben, die den Höchstsatz des Fondszuschusses erhalten.
 - die Erhöhung der Beteiligung des EAGFL-Ausrichtung an den forstwirtschaftlichen Maßnahmen von 50 auf 70 %, da diese Maßnahmen als vorrangig eingestuft worden sind und die finanziellen Möglichkeiten dieses Mitgliedstaats sehr begrenzt sind.
3. Ferner wird vorgeschlagen, einen Kontrollausschuß einzusetzen, der für die Durchführung der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 auf der Grundlage des von der Kommission empfohlenen partnerschaftlichen Konzepts Sorge tragen soll. In vorliegendem Fall wird der Ausschuß eine weitestgehend den Zielsetzungen der Verordnung entsprechende Durchführung ermöglichen sowie gegebenenfalls Anpassungen an zwischenzeitlich eingetretene Veränderungen in Portugal gewährleisten.

4. Der Kostenvoranschlag für die gemeinsame Maßnahme zu Lasten des EAGFL bleibt von den Änderungsvorschlägen unberührt.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für eine

VERORDNUNG (EWG) NR. /87 DES RATES

vom 1987

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 des Rates

zur Einführung eines Sonderprogramms

zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal

BEGRÜNDUNG

Die Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 des Rates vom 20. Dezember 1985 zur Einführung eines Sonderprogramms zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal ist am 1. Januar 1986 in Kraft getreten. In der Folgezeit ist festgestellt worden, daß die in diesem Verordnungsentwurf vorgeschlagenen Änderungen die Durchführung der in den Artikeln 21 und 22 der Verordnung vorgesehenen Maßnahmen erleichtern würden.

Es handelt sich bei diesen Änderungen um:

- die Erhöhung des Zuschusses des EAGFL-Ausrichtung um 10 Prozentpunkte für Vorhaben, die gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 des Rates vom 15. Februar 1977 über eine gemeinsame Maßnahme zur Verbesserung der Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen für landwirtschaftliche Erzeugnisse und für Erzeugnisse der Fischerei (Artikel 21) in Portugal finanziert werden; es wird vorgeschlagen, diese Erhöhung unabhängig vom Beteiligungssatz des EAGFL-Ausrichtung auf alle Vorhaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse, die in Portugal nach Maßgabe der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 finanziert werden, auszudehnen;
- den Beteiligungsanteil des EAGFL-Ausrichtung an den zur Durchführung der forstwirtschaftlichen Maßnahmen (Artikel 22) getätigten Ausgaben; es wird vorgeschlagen, den Anteil ab 1. Januar 1987 von 50 auf 70 % zu erhöhen.

Ferner wird vorgeschlagen, einen Kontrollausschuß (Artikel 4a) einzusetzen, der im Rahmen einer partnerschaftlichen Kooperation zwischen der Kommission und Portugal gewährleistet, daß die in der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 vorgesehenen Maßnahmen durchgeführt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Ergebnisse einer gemeinsamen Kontrolle und Beurteilung angepaßt werden.

Der Kostenvoranschlag für die gemeinsame Maßnahme zu Lasten des EAGFL bleibt von diesen Änderungen unberührt.

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) NR. /87 DES RATES
zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85
zur Einführung eines Sonderprogramms
zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf die Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals, insbesondere auf Artikel 253, Artikel 258 Absatz 2 und Artikel 263 Absatz 2, sowie auf das Protokoll Nr. 24 im Anhang zur Beitrittsakte,

auf Vorschlag der Kommission (1),

in Erwägung nachstehender Gründe:

In Anbetracht der gewonnenen Erfahrung empfiehlt es sich, einige Bestimmungen der mit Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 (2) eingeführten gemeinsamen Maßnahme anzupassen.

In Artikel 21 der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 ist ein einheitlicher Höchstsatz von 60 % für Zuschüsse vorgesehen, die von dem Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft bei Vorhaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse gewährt werden, die in Portugal nach Maßgabe der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 über eine gemeinsame Maßnahme zur Verbesserung der Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen für landwirtschaftliche Erzeugnisse (3), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1760/87 (4), finanziert werden. Um das Ziel einer deutlichen Verbesserung der Vermarktung und der Verarbeitung, dem dieser Artikel entspricht, zu erreichen, ist es zweckmäßig, den einheitlichen Satz durch einen flexiblen Satz zu ersetzen, so daß der Fondszuschuß für Vorhaben, die gemäß dieser Verordnung in Portugal finanziert werden, um 10 Prozentpunkte erhöht werden kann.

Die finanziellen Möglichkeiten Portugals sind sehr beschränkt. Da die Gemeinschaft der Durchführung der forstwirtschaftlichen Maßnahmen in Portugal, wie sie in Artikel 22 der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 definiert worden sind, Vorrang eingeräumt hat, ist der Anteil der Mitfinanzierung der Gemeinschaft an den Ausgaben zur Durchführung dieser Maßnahmen auf 70 % anzuheben, um die Investitionstätigkeit in diesem Sektor stärker zu fördern.

-
- (1) ABL. Nr. C vom
(2) ABL. Nr. L 372 vom 31.12.1985, S. 5
(3) ABL. Nr. L 51 vom 23.02.1977, S. 1
(4) ABL. Nr. L 167 vom 26.06.1987, S. 1

Es empfiehlt sich, eine Beurteilung der in der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 vorgesehenen Maßnahmen in bezug auf ihre Durchführung sowie ihre Auswirkungen auf die in der genannten Verordnung angeführten Strukturprobleme vorzunehmen. -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Die Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 wird wie folgt geändert:

1) In Titel I wird der nachstehende Artikel 4a eingefügt:

"Artikel 4a

1. Für die gemeinsame Maßnahme wird im gegenseitigen Einvernehmen zwischen der Kommission und der portugiesischen Regierung ein Kontrollausschuß eingesetzt. Der Ausschuß unterstützt die portugiesische Regierung oder gegebenenfalls jede andere von ihr benannte Behörde, um eine wirksame Durchführung der gemeinsamen Maßnahme zu gewährleisten.

Der Ausschuß tritt mindestens einmal im Jahr zusammen, und gegebenenfalls nehmen Vertreter der betroffenen Berufsgruppen an diesen Zusammenkünften teil.

2. Um die Unterrichtung dieses Ausschusses sicherzustellen, übermittelt die portugiesische Regierung der Kommission einmal im Jahr vor dem 1. Juli einen Bericht über den Verlauf aller laufenden Programme."

2) Titel VII wird wie folgt geändert:

Artikel 21 Absatz 2 erhält folgende Fassung:

"2. Der Zuschuß des Fonds nach Artikel 17 Absatz 2 Buchstabe c) der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 kann gemäß der vorliegenden Verordnung bei Vorhaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse um 10 Prozentpunkte erhöht werden."

3) Titel VIII wird wie folgt geändert:

Artikel 22 Absatz 3 erster Unterabsatz erhält folgende Fassung:

"Der Fonds erstattet der Portugiesischen Republik bis zu 70 % ihrer Ausgaben für die Durchführung der in Absatz 1 genannten Maßnahmen."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Artikel 1 Absatz 2 gilt ab 1. Januar 1988, Artikel 1 Absatz 3 ab 1. Januar 1987.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

FINANZBOGEN Betrifft: Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 zur Einführung eines Sonderprogramms zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal.

1. Haushaltslinie: III 8 - Haushaltsstelle: 324 Bezeichnung: .Sonderprogramm zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal

2. Rechtsgrundlage: Artikel 253 und Protokoll Nr. 24 der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals zur EG

3. Klassifizierung: Obligatorische Ausgaben/~~Wahlobligatorische Ausgaben~~ XXX

4. Ziele der Maßnahme und Beschreibung des Vorhabens: Zur Erleichterung der Durchführung der in Art. 21 und 22 der VO (EWG) Nr. 3828/85 vorgesehenen Maßnahmen wird vorgeschlagen, den Satz der Gemeinschaftsbeteiligung an den forstwirtschaftlichen Maßnahmen auf 70 % zu erhöhen und die Erhöhung des Zuschusses des EAGFL-Ausrichtungssatzes des EAGFL (A), auf alle Vorhaben gemäß dieser VO auszudehnen.

5. Berechnungsweise

5.1 Ausgabenart :

5.2 Anteil der Gemeinschaftsfinanzierung :

5.3 Berechnung :

6. Finanzielle Auswirkungen auf die Haushaltsmittel

6.1 Fälligkeitsplan der Mittelbindungen und Zahlungen (MioECU)

<u>Haushaltsjahr</u>	<u>V.H.</u>	<u>Z.H.</u>
19		
19		
19		
19		
19		
Spätere Haushaltsjahre	_____	_____
Insgesamt	_____	_____

6.2 Finanzierung während des laufenden Haushaltsjahres :

7. Anmerkungen : (1) Der Kostenvoranschlag der Maßnahme (700 Mio ECU in 10 Jahren) bleibt von den Änderungsvorschlägen unberührt.

TEXTE E

Bruxelles, le 11 septembre 1987

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE

E/1118/87

Délai:

LUNDI 21 SEPTEMBRE 1987 - 12H

Observations éventuelles à M. WEHRENS (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Développement de l'agriculture au Portugal

Proposition de MM. ANDRIESSEN, VARFIS

Décision proposée

- approuver le projet de proposition de règlement du Conseil modifiant le Règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil, instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal
- . Accompagné d'un exposé des motifs

Commentaire

La présente proposition introduit certaines modifications au programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal, entré en vigueur le 1.1.86. Notamment le taux d'aide du Feoga-Orientation est majoré de 10 points ainsi que le taux de participation de ces fonds aux dépenses effectuées pour la réalisation de mesures forestières.

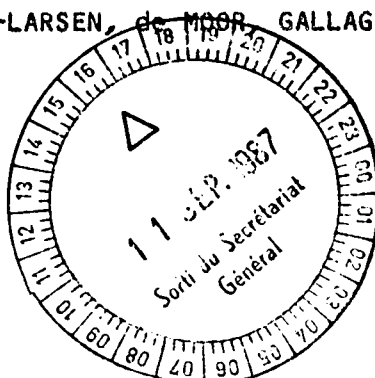
Un comité de suivi est, en outre, institué.

R. GACHOT
Directeur

copie à : MM. LEGRAS, MOREL, BARLEBO-LARSEN, de MOOR, GALLAGHER, EHLERMANN

pour info. M. MAYHEW

p.J.



RL

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : AGRICULTURE

Services associés

- pour accord -

BUDGETS : ACCORD
COORDINATION DES INSTRUMENTS STRUCTURELS : ACCORD
CONTROLE FINANCIER : ACCORD
PECHE : ACCORD

- pour avis -

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable
(sous réserve d'une dernière
vérification du texte)

Langue originale : FR.

Le document est disponible au Secrétariat Général (BERL. 11/101)
pour consultation dans toutes les langues officielles.

La consultation du Parlement Européen : facultative et le Service
responsable suggère de ne
pas y recourir compte tenu
de l'importance mineure de
ce projet.

La consultation du Comité Economique et Social : Idem.

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise	- oui / non
. lesquelles	Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires)	- oui / non
. conséquences	
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux?	- oui / non
. avis des partenaires sociaux	
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante?	- oui / non
. laquelle	

MEMO TO THE COMMISSION

1. On 20 December 1985 the Council, acting on the basis of Articles 253, 258(2) and Protocol No 24 of the Act of Accession of Spain and Portugal, adopted Regulation (EEC) No 3828/85 on a specific programme for the development of Portuguese agriculture. This Regulation defines the framework and lays down detailed rules for the additional effort which is to be made to improve agricultural structures in Portugal over a ten-year period, at an estimated cost to the EAGGF Guidance Section of 700 million ECU.
2. Experience gained since 1 January 1986 has shown that, if the provisions of the said Regulation are to be more effectively applied, they should be amended in certain respects.

The amendments would involve:

- an increase of ten percentage points in the rate of aid granted by the EAGGF Guidance Section towards projects relating to agricultural products and financed in Portugal under Council Regulation (EEC) No 355/77 of 15 February 1977. This increase should apply to all projects financed in Portugal, irrespective of the rate of aid from EAGGF Guidance Section under Regulation (EEC) No 355/77. This amendment will strengthen the effectiveness of the Regulation, which is of great importance to Portugal, whilst taking account of the backwardness of Portuguese agricultural structures. Under Article 21(2) of Regulation (EEC) No 3828/85, the increase can apply only to projects qualifying for the maximum rate of aid from the Fund;
 - an increase in the rate of aid from the EAGGF Guidance Section towards forestry measures. The rate should be increased from 50% to 70%, given the priority assigned to forestry measures and the very limited financial resources at Portugal's disposal.
3. It is also recommended that a Monitoring Committee should be set up to ensure that Regulation (EEC) No 3828/85 is implemented in line with the partnership arrangement advocated by the Commission. This should ensure that implementation comes as close as possible to the objectives laid down in the said Regulation and that adjustments can be made to take account of any changes occurring in Portugal.

4. The proposed amendments have no effect on the estimated cost of the common measure to the EAGGF.

Historical Archives of the European Commission

**Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No /87
of 1987
amending Council Regulation (EEC) No 3828/85
on a specific programme
for the development of Portuguese agriculture**

EXPLANATORY MEMORANDUM

Council Regulation (EEC) No 3828/85 of 20 December 1985 on a specific programme for the development of Portuguese agriculture came into force on 1 January 1986; since that date it has become clear that application of the measures provided for in Articles 21 and 22 of the said Regulation would be facilitated by the amendments proposed in this draft Regulation.

The amendments would involve:

- an increase of ten percentage points in the rate of aid from the EAGGF Guidance Section towards projects financed in Portugal under Council Regulation (EEC) No 355/77 of 15 February 1977 on common measures to improve the conditions under which agricultural and fishery products are processed and marketed (Article 21). It is recommended that this increase should be applied to all projects relating to agricultural products and financed in Portugal under the said Regulation (EEC) No 355/77, irrespective of the rate of aid from the EAGGF Guidance Section;
- the rate of aid from the EAGGF Guidance Section towards expenditure on the implementation of forestry measures (Article 22). It is recommended that this rate be increased from 50% to 70% with effect from 1 January 1987.

It is also recommended that a Monitoring Committee be set up (Article 4a) to ensure, within the framework of the partnership between the Commission and Portugal, that the measures provided for in Regulation (EEC) No 3828/85 are duly implemented and adjusted, if necessary, in the light of joint monitoring and assessment procedures.

These various amendments will have no effect on the estimated cost of the common measure to the EAGGF.

⁴ O.J. No L 167, 26.06.1987, p. 1

Whereas the implementation of the measures provided for in Regulation (EEC) No 3828/85 and their effect on the structural problems referred to in the said Regulation should be subject to assessment,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

Regulation (EEC) No 3828/85 is hereby amended as follows:

(1) Title I is supplemented by the following Article 4a:

"Article 4a

1. A Monitoring Committee for the common measure shall be set up by joint agreement between the Commission and the Portuguese Government. The Committee shall assist the Portuguese Government or, where necessary, any other authority designated by the latter to ensure effective implementation of the common measure.

The Committee shall meet at least once per year and, where necessary, its meetings shall be attended by representatives of the sectoral interests concerned.

2. To keep the Committee informed of developments, the Portuguese Government shall forward to the Commission once per year, before 1 July, a report on the progress of all current programmes".

(2) Title VII is amended as follows:

Article 21(2) is replaced by the following:

- " 2. The aid granted by the Fund pursuant to Article 17(2)(c) of Regulation (EEC) No 355/77 may, for the purposes of this Regulation, be increased by 10 percentage points for projects relating to agricultural products".

(3) Title VIII is amended as follows:

The first subparagraph of Article 22(3) is replaced by the following:

"Expenditure incurred by the Portuguese Republic in implementing the measures referred to in paragraph 1 shall be reimbursed by the Fund up to a limit of 70%."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the third day following its publication in the Official Journal of the European Communities.

Article 1(2) shall apply with effect from 1 January 1988.

Article 1(3) shall apply with effect from 1 January 1987.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

FINANCIAL STATEMENT concerning : a proposal for a Council Regulation amending Regulation (EEC) No 3828/85 on a specific programme for the development of Portuguese agriculture.

1. Budget heading : III B Item : 324 Title : Specific Programme for the development of Portuguese agriculture.

2. Legal basis : Art. 253 and Protocol No 24 of the Act of Accession of Spain and Portugal.

3. Classification : Compulsory expenditure/XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Non compulsory expenditure

4. Purpose/description of the measure : to facilitate the implementation of the measures provided in Articles 21 and 22 of Regulation (EEC) No 3828/85, it is proposed that the rate of Community aid for forestry measures should be raised to 70% and that the rate of EAGGF (Guidance) aid for projects pursuant to Reg (EEC) No 355/77 should be raised by 10%, this increase applying to all projects under the said Reg. irrespective of the rate of EAGGF (Guidance) aid.

5. Method of calculation

5.1 Form of expenditure :

5.2 Community contribution :

5.3 Calculation :

6. Financial implication as regards operating appropriations

6.1 Schedule of commitment appropriations and payment appropriations (m ECU)

<u>Year</u>	<u>C.A.</u>	<u>P.A.</u>
19		
19		
19		
19		
19		
following years	_____	_____
Total	_____	_____

6.2 Financing during current year :

7. Observations : (1) The proposed amendments do not affect the estimated cost of the measure (700m ECU over 10 years).

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

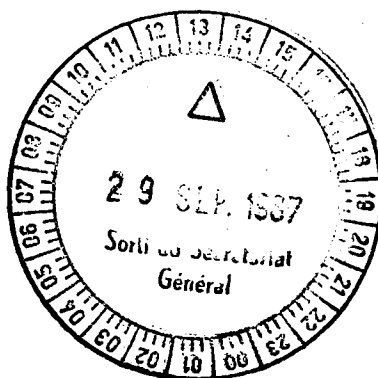
COM(87) 439 final

Bruxelles, le 25 septembre 1987

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le Règlement (CEE) n° 3828/85 instituant un programme
spécifique de l'agriculture au Portugal

(présentée par la Commission)



COM(87) 439 final

EXPOSE DES MOTIFS

Le règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal, est entré en vigueur le 1er janvier 1986; depuis cette date, il a été constaté que l'application des mesures prévues aux articles 21 et 22 dudit règlement serait facilitée par les modifications proposées dans le présent projet de règlement.

Ces modifications concernent :

- la majoration de 10 points du taux d'aide du FEOGA-Orientation pour les projets financés au Portugal au titre du règlement (CEE) n° 355/77 du Conseil, du 15 février 1977, concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et de la pêche (article 21) qu'il est proposé d'élargir à tous les projets concernant les produits agricoles financés au Portugal au titre dudit règlement (CEE) n° 355/77, indépendamment du taux de participation du FEOGA-Orientation;
- le taux de participation du FEOGA-Orientation aux dépenses effectuées pour la réalisation des mesures forestières (article 22) qu'il est proposé de porter de 50 à 70 %, à partir du 1er janvier 1987.

En outre, il est proposé de mettre sur pied un comité du suivi (article 4bis) en vue de garantir - dans le cadre du partenariat entre la Commission et le Portugal - que la mise en oeuvre des mesures prévues dans le Règlement (CEE) n° 3828/85 soit effectuée et, le cas échéant, ajustée en tenant compte d'un effort commun de suivi et d'évaluation.

L'ensemble de ces modifications sera sans effet sur le coût prévisionnel de l'action commune à la charge du FEOGA.

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

modifiant le Règlement (CEE) n° 3828/85 instituant un programme
spécifique de l'agriculture au Portugal

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

Vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment son article 253, son article 258 paragraphe 2 et son article 263 paragraphe 2, et le protocole No 24 qui y est annexé,

vu la proposition de la Commission (1),

considérant que l'article 21 du Règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil (2) prévoit un taux maximal uniforme de subvention de 60 % accordé par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole aux projets concernant les produits agricoles financés au Portugal au titre du Règlement (CEE) n° 355/77 du Conseil du 15.2.1977 concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles (3), modifié en dernier lieu par le Règlement (CEE) No 1760/87 (4) ; qu'en vue de permettre une mise en oeuvre plus efficace de l'objectif d'amélioration renforcée de la commercialisation et de la transformation auquel cet article répond, il convient de remplacer le taux uniforme par un taux flexible permettant de majorer de 10 points le concours du fonds pour des projets financés à ce titre au Portugal ;

considérant que les disponibilités financières du Portugal sont très limitées ; qu'en égard au caractère prioritaire attribué par la Communauté à la réalisation des mesures forestières au Portugal telles que définies à l'article 22 du règlement (CEE) No 3828/85, il y a lieu de porter le taux de co-financement communautaire à 70 % concernant les dépenses occasionnées par la réalisation de ces mesures afin que soient mieux encouragés les investissements dans ce secteur ;

(1) J.O. No C du

(2) J.O. No L 372 du 31.12.1985, p. 5

(3) J.O. No L 51 du 23.02.1977, p. 1

(4) J.O. No L 167 du 26.06.1987, p. 1

considérant qu'il convient de procéder à une évaluation de la mise en oeuvre des mesures prévues par le règlement (CEE) No 3828/85 ainsi que de leur effet sur les problèmes structurels visés par ledit règlement,

A ARRETE LE PRESENT REGLEMENT :

Article premier

Le règlement (CEE) No 3828/85 est modifié comme suit :

1) L'article 4bis suivant est inséré :

"Article 4bis

1. Pour l'action commune un Comité du suivi est mis sur pied d'un commun accord entre la Commission et le gouvernement portugais

Le Comité assiste le gouvernement portugais ou, le cas échéant, toute autre autorité désignée par celui-ci pour assurer l'exécution efficace de l'action commune.

Le Comité se réunit au moins une fois par an, et, le cas échéant, ces réunions sont élargies aux représentants des milieux professionnels concernés.

2. En vue d'assurer l'information dudit Comité, le gouvernement portugais est tenu de faire parvenir à la Commission une fois par an, avant le 1er juillet, un rapport sur le déroulement de l'ensemble des programmes en application".

2) A l'article 21, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant :

"2. Le concours du Fonds prévu à l'article 17 paragraphe 2 lettre c) du règlement (CEE) No 355/77 peut être majoré de 10 points au titre du présent règlement pour les projets concernant les produits agricoles".

3) A l'article 22 paragraphe 3, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant :

"Le Fonds rembourse au Portugal jusqu'à 70 % des dépenses effectuées pour la réalisation des mesures visées au paragraphe 1".

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au Journal Officiel des Communautés Européennes.

L'article premier point 2) est applicable à partir du premier janvier 1988.

L'article premier point 3) est applicable à partir du premier janvier 1987.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout Etat Membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le Président

Historical Archives of the European Commission

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du
du Conseil modifiant le R. (CEE) n° 3828/85 instituant un programme spécifique
de développement de l'agriculture au Portugal.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 324 intitulé : Programme spécifique de développement
de l'agriculture au Portugal.

2. Base juridique : Art. 253 et protocole n° 24 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du
Portugal aux C.E.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~00000000000000000000~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Dans l'objectif de faciliter l'application
des mesures prévues aux art. 21 et 22 du R. (CEE) n° 3828/85 il est proposé de
porter le taux de participation communautaire pour les mesures forestières à 70 %
et d'élargir la majoration de 10 % du taux d'aide du FEOGA(0) pour les projets du
R. (CEE) n° 355/77 à tous les projets au titre dudit règlement indépendamment du
taux de participation du FEOGA(0).

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense :

5.2 Part du financement communautaire :

5.3 Calcul :

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels (1)

6.1 Echancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E.</u>	<u>C.P.</u>
19		
19		
19		
19		
exercices ultérieurs		
Total		

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) les modifications proposées n'affectent pas le coût prévisionnel
de la mesure (700 MECU sur 10 ans).

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(87) 439 endg.

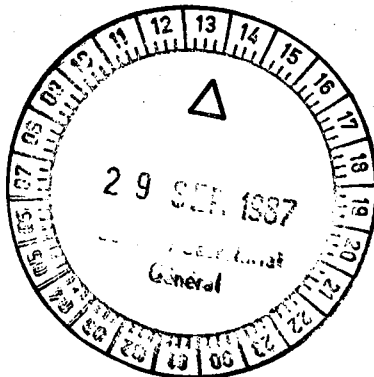
Brüssel, den 25. September 1987

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 zur Einführung eines
Sonderprogramms zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal

(von der Kommission vorgelegt)

KOM(87) 439 endg.



BEGRÜNDUNG

Die Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 des Rates vom 20. Dezember 1985 zur Einführung eines Sonderprogramms zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal ist am 1. Januar 1986 in Kraft getreten. In der Folgezeit ist festgestellt worden, daß die in diesem Verordnungsentwurf vorgeschlagenen Änderungen die Durchführung der in den Artikeln 21 und 22 der Verordnung vorgesehenen Maßnahmen erleichtern würden.

Es handelt sich bei diesen Änderungen um:

- die Erhöhung des Zuschusses des EAGFL-Ausrichtung um 10 Prozentpunkte für Vorhaben, die gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 des Rates vom 15. Februar 1977 über eine gemeinsame Maßnahme zur Verbesserung der Verarbeitungs- und Vermarktungsbedingungen für landwirtschaftliche Erzeugnisse und für Erzeugnisse der Fischerei (Artikel 21) in Portugal finanziert werden; es wird vorgeschlagen, diese Erhöhung unabhängig vom Beteiligungssatz des EAGFL-Ausrichtung auf alle Vorhaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse, die in Portugal nach Maßgabe der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 finanziert werden, auszudehnen;
- den Beteiligungsanteil des EAGFL-Ausrichtung an den zur Durchführung der forstwirtschaftlichen Maßnahmen (Artikel 22) getätigten Ausgaben; es wird vorgeschlagen, den Anteil ab 1. Januar 1987 von 50 auf 70 % zu erhöhen.

Ferner wird vorgeschlagen, einen Kontrollausschuß (Artikel 4a) einzusetzen, der im Rahmen einer partnerschaftlichen Kooperation zwischen der Kommission und Portugal gewährleistet, daß die in der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 vorgesehenen Maßnahmen durchgeführt und gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Ergebnisse einer gemeinsamen Kontrolle und Beurteilung angepaßt werden.

Der Kostenvoranschlag für die gemeinsame Maßnahme zu Lasten des EAGFL bleibt von diesen Änderungen unberührt.

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 zur Einführung eines
Sonderprogramms zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal

DER RAT DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft,

gestützt auf die Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals, insbesondere auf Artikel 253, Artikel 258 Absatz 2 und Artikel 263 Absatz 2, sowie auf das Protokoll Nr. 24 im Anhang zur Beitrittsakte,

auf Vorschlag der Kommission (1),

in Erwägung nachstehender Gründe:

In Artikel 21 der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 von 60 % für Zuschüsse vorgesehen, die von dem Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft bei Vorhaben für landwirtschaftliche Erzeugnisse gewährt werden, die in Portugal nach Maßgabe der Verordnung (EWG) Nr. 355/77

gungen für landwirtschaftliche Erzeugnisse (3), zuletzt geändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 1760/87 (4), finanziert werden. Um das Ziel einer deutlichen Verbesserung der Vermarktung und der Verarbeitung, dem dieser Artikel entspricht, zu erreichen, ist es zweckmäßig, den einheitlichen Satz durch einen flexiblen Satz zu ersetzen, so daß der Fondszuschuß für Vorhaben, die gemäß dieser Verordnung in Portugal finanziert werden, um 10 Prozentpunkte erhöht werden kann.

Die finanziellen Möglichkeiten Portugals sind sehr beschränkt. Da die Gemeinschaft der Durchführung der forstwirtschaftlichen Maßnahmen in Portugal, wie sie in Artikel 22 der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 definiert worden sind, Vorrang eingeräumt hat, ist der Anteil der Mitfinanzierung der Gemeinschaft an den Ausgaben zur Durchführung dieser Maßnahmen auf 70 % anzuheben, um die Investitionstätigkeit in diesem Sektor stärker zu fördern.

(1) ABL. Nr. C vom

(2) ABL. Nr. L 372 vom 31.12.1985, S. 5

(3) ABL. Nr. L 51 vom 23.02.1977, S. 1

(4) ABL. Nr. L 167 vom 26.06.1987, S. 1

Es empfiehlt sich, eine Beurteilung der in der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 vorgesehenen Maßnahmen in bezug auf ihre Durchführung sowie ihre Auswirkungen auf die in der genannten Verordnung angeführten Strukturprobleme vorzunehmen -

HAT FOLGENDE VERORDNUNG ERLASSEN :

Artikel 1

Die Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 wird wie folgt geändert:

1) Es wird der nachstehende Artikel 4a eingefügt:

"Artikel 4a

1. Für die gemeinsame Maßnahme wird im gegenseitigen Einvernehmen zwischen der Kommission und der portugiesischen Regierung ein Kontrollausschuß eingesetzt. Der Ausschuß unterstützt die portugiesische Regierung oder gegebenenfalls jede andere von ihr benannte Behörde, um eine wirksame Durchführung der gemeinsamen Maßnahme zu gewährleisten.

Der Ausschuß tritt mindestens einmal im Jahr zusammen, und gegebenenfalls nehmen Vertreter der betroffenen Berufsgruppen an diesen Zusammenkünften teil.

2. Um die Unterrichtung dieses Ausschusses sicherzustellen, übermittelt die portugiesische Regierung der Kommission einmal im Jahr vor dem 1. Juli einen Bericht über den Verlauf aller laufenden Programme."

2) Artikel 21 Absatz 2 erhält folgende Fassung:

"2. Der Zuschuß des Fonds nach Artikel 17 Absatz 2 Buchstabe c) der Verordnung (EWG) Nr. 355/77 kann gemäß der vorliegenden Verordnung bei Vorhaben für Landwirtschaftliche Erzeugnisse um 10 Prozentpunkte erhöht werden."

3) Artikel 22 Absatz 3 erster Unterabsatz erhält folgende Fassung:

"Der Fonds erstattet Portugal bis zu 70 % ihrer Ausgaben für die Durchführung der in Absatz 1 genannten Maßnahmen."

Artikel 2

Diese Verordnung tritt am dritten Tag nach ihrer Veröffentlichung im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften in Kraft.

Artikel 1 Absatz 2 gilt ab 1. Januar 1988, Artikel 1 Absatz 3 ab 1. Januar 1987.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

FINANZBOGEN Betrifft: Vorschlag für eine Verordnung des Rates zur Änderung der Verordnung (EWG) Nr. 3828/85 zur Einführung eines Sonderprogramms zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal.

1. Haushaltslinie: III 8 - Haushaltsstelle: 324

Bezeichnung: Sonderprogramm zur Entwicklung der Landwirtschaft in Portugal

2. Rechtsgrundlage : Artikel 253 und Protokoll Nr. 24 der Akte über den Beitritt Spaniens und Portugals zur EG

3. Klassifizierung : ☒ Obligatorische Ausgaben ☒ Nichtobligatorische Ausgaben ☒

4. Ziele der Maßnahme und Beschreibung des Vorhabens: Zur Erleichterung der Durchführung der in Art. 21 und 22 der VO (EWG) Nr. 3828/85 vorgesehenen Maßnahmen wird vorgeschlagen, den Satz der Gemeinschaftsbeteiligung an den forstwirtschaftlichen Maßnahmen auf 70 % zu erhöhen und die Erhöhung des Zuschusses des EAGFL-Ausrichtung für Vorhaben gemäß der VO (EWG) Nr. 355/77 um 10 %, unabhängig vom Beteiligungssatz des EAGFL (A), auf alle Vorhaben gemäß dieser VO auszudehnen.

5. Berechnungsweise

5.1 Ausgabenart :

5.2 Anteil der Gemeinschaftsfinanzierung :

5.3 Berechnung :

6. Finanzielle Auswirkungen auf die Haushaltsmittel

6.1 Fälligkeitsplan der Mittelbindungen und Zahlungen (MioECU)

Haushaltsjahr

19

19

19

19

19

Spätere Haushaltsjahre

Insgesamt

Y.M.

Z.M.

6.2 Finanzierung während des laufenden Haushaltsjahres :

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

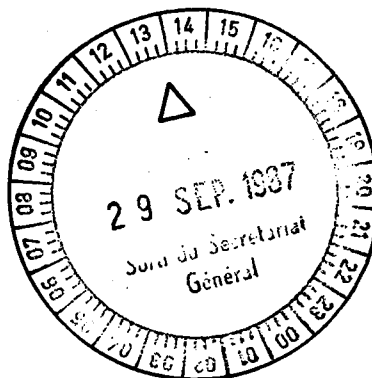
COM(87) 439 def.

Bruxelles, 25 settembre 1987

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante modifica del regolamento (CEE) n. 3828/85, che istituisce
un programma specifico di sviluppo dell'agricoltura
in Portogallo

(presentata dalla Commissione)



COM(87) 439 def.

RELAZIONE

Il Regolamento (CEE) n. 3828/85 del Consiglio, del 20 dicembre 1985, che istituisce un programma specifico di sviluppo dell'agricoltura in Portogallo, è entrato in vigore il 1° gennaio 1986; dopo tale data si è constatato che, apportando le modifiche proposte dal presente progetto di regolamento, l'applicazione delle misure previste agli articoli 21 e 22 del suddetto regolamento ne risulterebbe facilitata.

Tali modifiche consistono:

- nella maggiorazione di 10 punti del tasso di contributo del FEAOG-Orientamento per i progetti finanziati in Portogallo in virtù del regolamento (CEE) n. 355/77 del Consiglio, del 15 febbraio 1977, relativo a un'azione comune per il miglioramento delle condizioni di trasformazione e di commercializzazione dei prodotti agricoli e dei prodotti della pesca (art. 21), maggiorazione che si propone di estendere a tutti i progetti riguardanti i prodotti agricoli finanziati in Portogallo in base a detto regolamento (CEE) n. 355/77, indipendentemente dal tasso di partecipazione del FEAOG-Orientamento;
- nell'aumento dal 50 al 70%, a decorrere dal 1° gennaio 1987, del tasso di partecipazione del FEAOG-Orientamento alle spese sostenute per l'attuazione di misure forestali (art. 22).

Si propone inoltre d'istituire, di comune accordo fra la Commissione e il Portogallo, un comitato di controllo (art. 4 bis), onde garantire che le misure previste dal regolamento (CEE) n. 3828/85 vengano applicate e, se necessario, adeguate sulla base di un'attività congiunta di verifica e di valutazione.

Il complesso di tali modifiche non avrà alcuna incidenza sul costo previsto dell'azione comune a carico del FEAOG.

Proposta di
REGOLAMENTO (CEE) N. /87 DEL CONSIGLIO
del 1987
recante modifica del regolamento (CEE) n. 3828/85,
che istituisce un programma specifico
di sviluppo dell'agricoltura in Portogallo

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITA' EUROPEE,

visto il trattato CEE,

visto l'atto di adesione della Spagna e del Portogallo, in particolare l'articolo 253, l'articolo 258, paragrafo 2, e l'articolo 263, paragrafo 2, nonché il protocollo n. 24 ad esso allegato,

vista la proposta della Commissione (1),

considerando che l'articolo 21 del regolamento (CEE) n. 3828/85 del Consiglio (2) fissa a un livello massimo uniforme del 60% il contributo accordato dal FEAOG ai progetti riguardanti i prodotti agricoli, finanziati in Portogallo in virtù del regolamento (CEE) n. 355/77 del Consiglio, del 15 febbraio 1977, relativo a un'azione comune per il miglioramento delle condizioni di trasformazione e di commercializzazione dei prodotti agricoli (3), modificato da ultimo dal regolamento (CEE) n. 1760/87 (4); che, per agevolare ulteriormente il miglioramento delle condizioni di trasformazione e di commercializzazione - il che costituirà già l'obiettivo dell'articolo sopra citato - è opportuno sostituire il tasso uniforme con un tasso flessibile che consenta di aumentare di 10 punti il contributo concesso dal Fondo per i progetti finanziati in Portogallo sulla base del predetto regolamento;

considerando che le disponibilità finanziarie del Portogallo sono assai limitate; che, data la priorità assegnata dalla Comunità all'attuazione in Portogallo delle misure forestali definite all'articolo 22 del regolamento (CEE) n. 3828/85, è d'uopo incentivare maggiormente gli investimenti in questo settore, portando al 70% il tasso di cofinanziamento comunitario delle spese occasionate dall'esecuzione di tali misure;

(1) GU n. C del 1987, pag.

(2) GU n. L 372 del 31.12.1985, pag. 5

(3) GU n. L 51 del 23.2.1977, pag. 1

(4) GU n. L 167 del 26.6.1987, pag. 1

considerando che è opportuno procedere ad una valutazione del modo in cui vengono applicate le misure previste dal regolamento (CEE) N. 3828/85, nonché dei loro effetti sui problemi strutturali trattati in tale regolamento,

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

Al regolamento (CEE) n. 3828/85 sono apportate le seguenti modifiche:

1) E' inserito l'articolo 4 bis seguente:

"Articolo 4 bis

1. Nel contesto dell'azione comune viene istituito, di comune accordo tra la Commissione e il governo portoghese, un comitato di controllo incaricato di assistere detto governo, o qualsiasi altra autorità da esso designata, onde accertarsi che l'azione comune venga condotta con efficienza.

Il comitato si riunisce almeno una volta all'anno; se necessario, possono partecipare alle riunioni anche i rappresentanti degli ambienti professionali interessati.

2. Allo scopo d'informare il Comitato, il governo portoghese è tenuto a trasmettere ogni anno alla Commissione, anteriormente al 1° luglio, un rapporto sullo svolgimento di tutti i programmi in corso di realizzazione."

2) All'articolo 21, il testo del paragrafo 2 è sostituito dal testo seguente:

"2. Ai sensi del presente regolamento, il contributo del Fondo previsto all'articolo 17, paragrafo 2, lettera c), del regolamento (CEE) n. 355/77 può essere maggiorato di 10 punti, per quanto concerne i progetti riguardanti i prodotti agricoli."

3) All'articolo 22, paragrafo 3, il testo del primo comma è sostituito dal testo seguente:

"Il Fondo rimborsa al Portogallo fino al 70% delle spese sostenute per l'attuazione delle misure di cui al paragrafo 1."

Articolo 2

Il presente regolamento entra in vigore il terzo giorno successivo alla pubblicazione nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

L'articolo 1, paragrafo 2, è applicabile a decorrere dal 1° gennaio 1988.

L'articolo 1, paragrafo 3, è applicabili a decorrere dal 1° gennaio 1987.

Il presente regolamento è obbligatorio in tutti i suoi elementi e direttamente applicabile in ciascuno degli Stati membri.

Fatto a Bruxelles addì

1987

Per il Consiglio

Il Presidente

Historical Archives of the European Commission

SCHEDA FINANZIARIA riguardante: Proposta di regolamento del Consiglio recante modifica del reg. (CEE) n. 3828/85, che istituisce un programma specifico di sviluppo dell'agricoltura in Portogallo.

1. Linea di bilancio : III B Voce : 324 Denominazione : Programma specifico di sviluppo dell'agricoltura in Portogallo.

2. Base giuridica : art. 253 e protocollo n. 24 dell'atto di adesione della Spagna e del Portogallo.

3. Classificazione : Spesa obbligatoria/

4. Obiettivo del provvedimento : Per facilitare l'applicazione delle misure di cui agli artt. 21 e 22 del reg. 3828/85, si propone di portare al 70% il tasso di partecipazione CEE al finanziamento delle misure forestali e di estendere la maggiorazione del 10% del tasso di contributo del FEAOG-Or. Per i progetti attuati in virtù del reg. 355/77 a tutti i progetti realizzati sulla base di detto reg., indipendentemente dal tasso di sovvenzionamento del FEAOG-Orientamento.

5. Metodo di calcolo

5.1 Natura della spesa :

5.2 Percentuale del finanziamento comunitario :

5.3 Calcolo :

6. Incidenze finanziarie sugli stanziamenti operativi (1)

6.1 Scadenziario degli stanziamenti d'impegno e di pagamento (in milioni di ECU)

<u>Esercizio</u>	<u>Stanz. imp.</u>	<u>Stanz. pag.</u>
19		
19		
19		
19		
19		
esercizi ulteriori	_____	_____
Totale	_____	_____

6.2 Finanziamento durante l'esercizio in corso :

7. Osservazioni : (1) Le modifiche proposte non hanno alcuna incidenza sul costo previsivo della misura (700 milioni di ECU ripartiti su 10 anni).

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(87) 439 def.

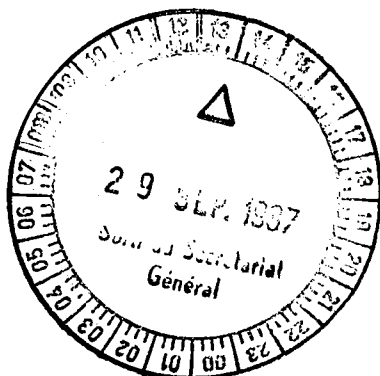
Brussel, 25 september 1987

Vorstel voor een

VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3828/85 inzake
een specifiek programma voor de ontwikkeling van de landbouw in Portugal

(door de Commissie ingediend)



COM(87) 439 def.

TOELICHTING

Verordening (EEG) nr. 3828/85 van de Raad van 20 december 1985 inzake een specifiek programma voor de ontwikkeling van de landbouw in Portugal is op 1 januari 1986 in werking getreden; sedertdien is geconstateerd dat de toepassing van de in de artikelen 21 en 22 van die verordening bedoelde maatregelen zou worden vergemakkelijkt door de in de onderhavige ontwerpverordening voorgestelde wijzigingen.

Deze wijzigingen hebben betrekking op :

- artikel 21 : voorgesteld wordt de verhoging van de bijstand van het EOGFL-Oriëntatie met 10 procentpunten voor de projecten die in Portugal worden gefinancierd uit hoofde van Verordening (EEG) nr. 355/77 van de Raad van 15 februari 1977 inzake een gemeenschappelijke actie ter verbetering van verwerking en afzet van landbouw- en visserijprodukten, uit te breiden tot alle projecten voor landbouwprodukten die in Portugal krachtens die Verordening (EEG) nr. 355/77 worden gefinancierd, ongeacht het percentage van de bijstand van het EOGFL-Oriëntatie;
- artikel 22 : voorgesteld wordt de maximale vergoeding door het EOGFL Oriëntatie van de uitgaven voor bosbouwmaatregelen, met ingang van 1 januari 1987 van 50 tot 70 % te verhogen.

Bovendien wordt voorgesteld een evaluatiecomité in te stellen (artikel 4 bis), te einde in het kader van de samenwerking tussen de Commissie en Portugal te garanderen dat de uitvoering en, eventueel, aanpassing van de in Verordening (EEG) nr. 3828/85 bedoelde maatregelen door beide partners wordt onderzocht en beoordeeld.

Deze wijzigingen zullen geen consequenties hebben voor de geraamde kosten van de gemeenschappelijke actie die ten laste van het EOGFL komen.

Voorstel voor een

VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3828/85 inzake
een specifiek programma voor de ontwikkeling van de landbouw in Portugal

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap,

Gelet op de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal, inzonderheid op artikel 253, artikel 258, lid 2, en op het daaraan gehechte Protocol nr. 24,

Gezien het voorstel van de Commissie (1),

Overwegende dat artikel 21 van Verordening (EEG) nr. 3828/85 van de Raad (2) een uniform maximumpercentage van 60 % behelst voor de door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw toegekende bijstand voor projecten voor landbouwproducten die in Portugal worden gefinancierd op grond van Verordening (EEG) nr. 355/77 van de Raad van 15 februari 1977 inzake een gemeenschappelijke actie ter verbetering van de voorwaarden inzake verwerking en afzet van landbouw- en visserijproducten (3), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 1760/87 (4); dat om de met dat artikel nagestreefde verbetering van afzet en verwerking efficiënter te kunnen verwezenlijken, het uniforme percentage door een flexibel percentage dient te worden vervangen waardoor de bijstand van het Fonds voor de uit dien hoofde in Portugal gefinancierde projecten met 10 punten kan worden verhoogd;

Overwegende dat de financiële mogelijkheden van Portugal zeer beperkt zijn; dat, gelet op de door de Gemeenschap aan de uitvoering in Portugal van bosbouwmaatregelen als bedoeld in artikel 22 van Verordening (EEG) nr. 3828/85 toegekende prioriteit, de vergoeding van de Gemeenschap tot 70 % van de uitgaven voor de bedoelde maatregelen dient te worden verhoogd, ten einde de investeringen in deze sector sterker te stimuleren;

(1) PB nr. C van

(2) PB nr. L 372 van 31.12.1985, blz. 5

(3) PB nr. L 51 van 23. 1.1977, blz. 1

(4) PB nr. L 167 van 26. 6.1987, blz. 1

Overwegende dat de uitvoering van de in Verordening (EEG) nr. 3828/85 bedoelde maatregelen, alsmede de uitwerking daarvan op de in die verordening bedoelde structurele moeilijkheden, aan een beoordeling dienen te worden onderworpen,

HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING VASTGESTELD :

Artikel 1

Verordening (EEG) nr. 3828/85 wordt als volgt gewijzigd :

1) Het volgende artikel 4 bis wordt ingevoegd :

"Artikel 4 bis

1. In onderling overleg tussen de Commissie en de Portugese Regering wordt een Evaluatiecomité voor de gemeenschappelijke actie ingesteld.

Het Comité staat de Portugese Regering of eventueel iedere andere door de Portugese Regering aangewezen instantie ter zijde om de efficiënte uitvoering van de gemeenschappelijke actie te garanderen.

Het Comité komt ten minste eenmaal per jaar bijeen en eventueel worden de vertegenwoordigers van de beroepskringen bij deze vergaderingen betrokken.

2. Met het oog op de informatie van het Comité doet de Portugese Regering ieder jaar vóór 1 juli aan de Commissie een rapport over het verloop van alle in uitvoering zijnde programma's."

2. Artikel 21, lid 2, wordt gelezen :

"2. De in artikel 17, lid 2, sub c), van Verordening (EEG) nr. 355/77 bedoelde bijstand van het Fonds kan in het kader van deze verordening voor projecten voor landbouwprodukten met 10 procentpunten worden verhoogd".

3. Artikel 22, lid 3, eerste alinea, wordt gelezen :

"Het Fonds vergoedt Portugal maximaal 70 % van de uitgaven voor de in lid 1 bedoelde maatregelen".

Artikel 2

Deze verordening treedt in werking op de derde dag volgende op die van haar bekendmaking in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 1, punt 2), is van toepassing met ingang van 1 januari 1988.

Artikel 1, punt 3), is van toepassing met ingang van 1 januari 1987.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

De Voorzitter

FINANCIËEL MEMORANDUM betreffende : een voorstel voor een verordening van de Raad houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 3828/85 inzake een specifiek programma voor de ontwikkeling van de landbouw in Portugal.

1. Begrotingslijn : III B Post : 324 Omschrijving : Specifiek programma voor de ontwikkeling van de landbouw in Portugal

2. Juridische grondslag : Art. 253 en Protocol nr. 24 bij de Akte van Toetreding van Spanje en Portugal tot de EG.

3. Indeling : Verplichte uitgave/ ~~andere uitgave~~

4. Doel en omschrijving van de maatregel : Om de toepassing van de maatregelen als bedoeld in de artikelen 21 en 22 van Verordening (EEG) nr. 3828/85 te vergemakkelijken, wordt voorgesteld de financiële deelneming voor de bosbouwmaatregelen op 70% te brengen en de verhoging met 10% van de bijstand van het EOGFL (O) voor de projecten van Verordening (EEG) nr. 355/77 uit te breiden tot alle projecten in het kader van die Verordening, ongeacht het percentage van de bijstand van het EOGFL (O)

5. Wijze van berekening

5.1 Aard van de uitgave :

5.2 Aandeel van de communautaire financiering :

5.3 Berekening :

6. Financiële consequenties voor de beleidskredieten (1)

6.1 Tijdschema vastleggingskredieten en betalingskredieten (mln ECU)

<u>Begrotingsjaar</u>	<u>V.K.</u>	<u>B.K.</u>
19		
19		
19		
19		
19		
latere begrotingsjaren	_____	_____
Totaal	_____	_____

6.2 Financiering tijdens het lopende begrotingsjaar :

7. Opmerkingen :

(1) De voorgestelde wijzigingen hebben geen consequenties voor de geraamde kosten van de maatregel (700 mln Ecu over 10 jaar).

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(87) 439 final

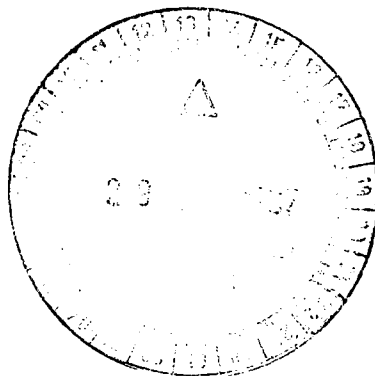
Brussels, 25 September 1987

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

amending Regulation (EEC) No 3828/85 on a specific programme
for the development of Portuguese agriculture

(submitted by the Commission)

COM(87) 439 final



EXPLANATORY MEMORANDUM

Council Regulation (EEC) No 3828/85 of 20 December 1985 on a specific programme for the development of Portuguese agriculture came into force on 1 January 1986; since that date it has become clear that application of the measures provided for in Articles 21 and 22 of the said Regulation would be facilitated by the amendments proposed in this draft Regulation.

The amendments would involve:

- an increase of ten percentage points in the rate of aid from the EAGGF Guidance Section towards projects financed in Portugal under Council Regulation (EEC) No 355/77 of 15 February 1977 on common measures to improve the conditions under which agricultural and fishery products are processed and marketed (Article 21). It is recommended that this increase should be applied to all projects relating to agricultural products and financed in Portugal under the said Regulation (EEC) No 355/77, irrespective of the rate of aid from the EAGGF Guidance Section;
- the rate of aid from the EAGGF Guidance Section towards expenditure on the implementation of forestry measures (Article 22). It is recommended that this rate be increased from 50% to 70% with effect from 1 January 1987.

It is also recommended that a Monitoring Committee be set up (Article 4a) to ensure, within the framework of the partnership between the Commission and Portugal, that the measures provided for in Regulation (EEC) No 3828/85 are duly implemented and adjusted, if necessary, in the light of joint monitoring and assessment procedures.

These various amendments will have no effect on the estimated cost of the common measure to the EAGGF.

Proposal for
COUNCIL REGULATION (EEC) No

amending Regulation (EEC) No 3828/85
on a specific programme
for the development of Portuguese agriculture

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,
Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community,
Having regard to the Act of Accession of Spain and Portugal, and in particular
Articles 253, 258(2) and 263(2) thereof and Protocol No 24 annexed thereto,

Having regard to the proposal from the Commission, ¹

Whereas Article 21 of Council Regulation (EEC) No 3828/85² provides that the European Agricultural Guidance and Guarantee Fund is to grant aid at a uniform maximum rate of 60% towards projects relating to agricultural products and financed in Portugal under Council Regulation (EEC) No 355/77 of 15 February 1977 on common measures to improve the conditions under which agricultural and fishery products are processed and marketed, ³ as last amended by Regulation (EEC) No 1760/87; ⁴ whereas, if the purpose of this Article, namely a substantial improvement in processing and marketing facilities, is to be more effectively achieved, the uniform rate should be replaced by a flexible rate, so that the rate of aid from the Fund towards projects financed in Portugal under this scheme may be increased by 10 percentage points;

Whereas the financial resources available to Portugal are very limited;
whereas, since the Community considers as a priority the implementation of forestry measures in Portugal as defined in Article 22 of Regulation (EEC) No 3828/85, the rate of Community co-financing should be raised to 70% in the case of expenditure incurred on implementing such measures, in order to provide greater encouragement for investments in this sector;

¹ O.J. No C

² O.J. No L 372, 31.12.1985, p. 5

³ O.J. No L 51, 23.02.1977, p. 1

⁴ O.J. No L 167, 26.06.1987, p. 1

Whereas the implementation of the measures provided for in Regulation (EEC) No 3828/85 and their effect on the structural problems referred to in the said Regulation should be subject to assessment,

HAS ADOPTED THIS REGULATION:

Article 1

Regulation (EEC) No 3828/85 is hereby amended as follows:

(1) The following Article 4a is inserted:

"Article 4a

1. A Monitoring Committee for the common measure shall be set up by joint agreement between the Commission and the Portuguese Government. The Committee shall assist the Portuguese Government or, where necessary, any other authority designated by the latter to ensure effective implementation of the common measure.

The Committee shall meet at least once per year and, where necessary, its meetings shall be attended by representatives of the sectoral interests concerned.

2. To keep the Committee informed of developments, the Portuguese Government shall forward to the Commission once per year, before 1 July, a report on the progress of all current programmes".

(2)

(2) Article 21(2) is replaced by the following:

- " 2. The aid granted by the Fund pursuant to Article 17(2)(c) of Regulation (EEC) No 355/77 may, for the purposes of this Regulation, be increased by 10 percentage points for projects relating to agricultural products".

(3)

(3) The first subparagraph of Article 22(3) is replaced by the following:

"Expenditure incurred by Portugal in implementing the measures referred to in paragraph 1 shall be reimbursed by the Fund up to a limit of 70%."

Article 2

This Regulation shall enter into force on the third day following that of its publication in the Official Journal of the European Communities.

Article 1(2) shall apply with effect from 1 January 1988.

Article 1(3) shall apply with effect from 1 January 1987.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

Historical Archives of the European Commission

FINANCIAL STATEMENT concerning : a proposal for a Council Regulation amending Regulation (EEC) No 3828/85 on a specific programme for the development of Portuguese agriculture.

1. Budget heading : III B Item : 324 Title : Specific Programme for the development of Portuguese agriculture.

2. Legal basis : Art. 253 and Protocol No 24 of the Act of Accession of Spain and Portugal.

3. Classification : Compulsory expenditure/XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX
Non-compulsory expenditure

4. Purpose/description of the measure : to facilitate the implementation of the measures provided in Articles 21 and 22 of Regulation (EEC) No 3828/85, it is proposed that the rate of Community aid for forestry measures should be raised to 70% and that the rate of EAGGF (Guidance) aid for projects pursuant to Reg (EEC) No 355/77 should be raised by 10%, this increase applying to all projects under the said Reg. irrespective of the rate of EAGGF (Guidance) aid.

5. Method of calculation

5.1 Form of expenditure :

5.2 Community contribution :

5.3 Calculation :

6. Financial implication as regards operating appropriations

6.1 Schedule of commitment appropriations and payment appropriations (m ECU)

Year	C.A.	P.A.
19		
19		
19		
19		
19		
following years	—	—
Total	—	—

6.2 Financing during current year :

7. Observations : (1) The proposed amendments do not affect the estimated cost of the measure (700m ECU over 10 years).

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

COM (87) 439 , τελικό

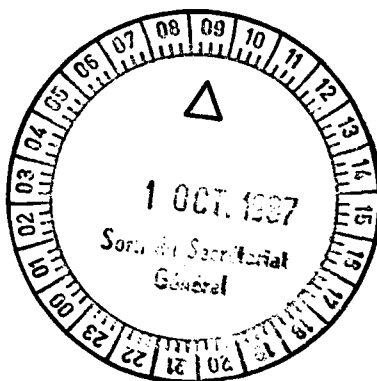
Βρυξέλλες , 25 Σεπτεμβρίου 1987

ΠΡΟΤΑΣΗ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 για την κατάρτιση
ειδικού προγράμματος ανάπτυξης της γεωργίας στην Πορτογαλία.

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)

COM (87) 439 τελικό



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 του Συμβουλίου, της 20ής Δεκεμβρίου 1985, για την κατάρτιση ειδικού προγράμματος ανάπτυξης της γεωργίας στην Πορτογαλία άρχισε να ισχύει την 1η Ιανουαρίου 1986· από τότε έχει διαπιστωθεί ότι η εφαρμογή των μέτρων που προβλέπονται στα άρθρα 21 και 22 του εν λόγω κανονισμού θα μπορούσε να διευκολυνθεί με τις τροποποιήσεις που προτείνονται στο παρόν σχέδιο του κανονισμού.

Οι τροποποιήσεις αυτές αφορούν :

- την αύξηση κατά 10 μονάδες του ποσοστού της ενίσχυσης από το FEOGA-Τμήμα Προσανατολισμού για τα σχέδια που χρηματοδοτούνται στην Πορτογαλία βάσει του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 355/77 του Συμβουλίου της 15ης Φεβρουαρίου 1977 περί κοινής δράσης για τη βελτίωση των συνθηκών μεταποίησης και εμπορίας των γεωργικών και αλιευτικών προϊόντων (άρθρο 21) που προτείνεται να επεκταθεί σε όλα τα σχέδια που αφορούν τα γεωργικά προϊόντα που χρηματοδοτούνται στην Πορτογαλία βάσει του προαναφερθέντος κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 355/77, ανεξάρτητα από το ποσοστό συμμετοχής του FEOGA-Τμήμα Προσανατολισμού,
- το ποσοστό συμμετοχής του FEOGA-Τμήμα Προσανατολισμού στις δαπάνες που πραγματοποιούνται για την υλοποίηση μέτρων στο δασικό τομέα (άρθρο 22), το οποίο προτείνεται να αυξηθεί από 50 σε 70 % από 1ης Ιανουαρίου 1987.

Εξάλλου, προτείνεται να συσταθεί επιτροπή μέριμνας (άρθρο 4α) με σκοπό να εξασφαλιστεί - στα πλαίσια της συνεργασίας μεταξύ της Επιτροπής και της Πορτογαλίας - ότι η εφαρμογή των μέτρων που προβλέπονται στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 πραγματοποιείται και ενδεχομένως προσαρμόζεται λαμβάνοντας υπόψη την από κοινού προσπάθεια παρακολούθησης και αξιολόγησης.

Το σύνολο των εν λόγω τροποποιήσεων δεν θα έχει επιπτώσεις στο προβλεπόμενο κόστος της κοινής δράσης που επιβαρύνει το FEOGA.

που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 για την κατάρτιση ειδικού προγράμματος ανάπτυξης της γεωργίας στην Πορτογαλία

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη :
την συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας ,
την πράξη προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας, και ιδίως τα άρθρα 253,
258 παράγραφος 2 και 263 παράγραφος 2, καθώς και το συνημμένο πρωτόκολλο αριθ. 24,

την πρόταση της Επιτροπής⁽¹⁾,

Εκτιμώντας :

ότι το άρθρο 21 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 του Συμβουλίου (2) προβλέπει ένα ενιαίο ανώτατο ποσοστό επιδότησης που ανέρχεται σε 60% και παραχωρείται από το Ευρωπαϊκό Γεωργικό Ταμείο Προσανατολισμού και Εγγυήσεων για τα σχέδια που αφορούν τα γεωργικά προϊόντα που χρηματοδοτούνται στην Πορτογαλία βάσει του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 355/77 του Συμβουλίου της 15ης Φεβρουαρίου 1977, περί κοινής δράσης για τη βελτίωση των συνθηκών μεταποίησης και εμπορίας των γεωργικών και αλιευτικών προϊόντων ⁽³⁾, όπως τροποποιήθηκε τελευταία με τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 1760/87 ⁽⁴⁾. ότι για να παρασχεθεί δυνατότητα αποτελεσματικότερης επίτευξης του στόχου της βελτίωσης των συνθηκών εμπορίας και μεταποίησης, στον οποίο ανταποκρίνεται το εν λόγω άρθρο, θα πρέπει να αντικατασταθεί το ενιαίο ποσοστό από ένα κυμαινόμενο ποσοστό που θα επιτρέπει την αύξηση κατά 10 μονάδες της συνδρομής του ταμείου για σχέδια που χρηματοδοτούνται προς το σκοπό αυτό στην Πορτογαλία".

ότι οι χρηματοδοτικές δυνατότητες της Πορτογαλίας είναι πολύ περιορισμένες· ότι δεδομένης της προτεραιότητας που αποδίδεται από την Κοινότητα στην υλοποίηση των μέτρων στο δασικό τομέα στην Πορτογαλία, όπως ορίζονται στο άρθρο 22 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85, θα πρέπει να αυξηθεί το ποσοστό της κοινοτικής συμμετοχής στη χρηματοδότηση σε 70% όσον αφορά τις δαπάνες που προκύπτουν από την υλοποίηση των ει-
λόγω μέτρων, έτσι ώστε να ενθαρρυνθούν περισσότερο οι επενδύσεις στον εν λόγω τομέα.

(1)	EE	C	
(2)	EE	L 372	31.12.1985, o. 5
(3)	EE	L 51	23. 2.1977, o. 1
(4)	EE	L 167	26. 6.1987, o. 1

ότι θα πρέπει να γίνει αξιολόγηση της εφαρμογής των μέτρων που προβλέπονται στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 καθώς και των επιπτώσεών τους στα διαρθρωτικά προβλήματα που αναφέρονται στον εν λόγω κανονισμό,

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ :

Άρθρο 1

Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 τροποποιείται ως εξής :

1) Προστίθεται το ακόλουθο άρθρο 4α:

"Άρθρο 4α

1. Για την κοινή δράση συνίσταται επιτροπή μέριμνας κατόπιν κοινής συμφωνίας μεταξύ της Επιτροπής και της πορτογαλικής κυβέρνησης. Η επιτροπή αυτή βοηθά την πορτογαλική κυβέρνηση ή ενδεχομένως οποιαδήποτε άλλη αρχή που ορίζεται από την πορτογαλική κυβέρνηση για την εξασφάλιση της αποτελεσματικής εφαρμογής της κοινής δράσης.

Η εν λόγω επιτροπή συνέρχεται τουλάχιστον μία φορά ετησίως και, ενδεχομένως οι συνεδριάσεις της διευρύνονται με τη συμμετοχή αντιπροσώπων των ενδιαφερομένων επαγγελματικών κύκλων.

2. Για την εξασφάλιση της ενημέρωσης της εν λόγω επιτροπής η πορτογαλική κυβέρνηση υποχρεούται να διαβιβάζει στην Επιτροπή μία φορά ετησίως, πριν από την 1η Ιουλίου, έκθεση σχετικά με την εξέλιξη του συνόλου των προγραμμάτων που εφαρμόζονται."

2) Το άρθρο 21 παράγραφος 2 αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :

"2. Η συνδρομή του ταμείου που προβλέπεται στο άρθρο 17, παράγραφος 2, στοιχείο γ) του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 355/77 δύναται να αυξηθεί κατά 10 ποσοστιαίες μονάδες βάσει του παρόντος κανονισμού για τα σχέδια που αφορούν τα γεωργικά προϊόντα."

3) Το άρθρο 22 παράγραφος 3, πρώτο εδάφιο αντικαθίσταται από το ακόλουθο κείμενο :

"Το ταμείο αποδίδει στην Πορτογαλία μέχρι 70% των δαπανών που πραγματοποιούνται για την υλοποίηση των μέτρων που αναφέρονται στην παράγραφο 1."

Άρθρο 2

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την τρίτη ημέρα από τη δημοσίευσή του στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Το άρθρο 1 σημείο 2) εφαρμόζεται από την 1η Ιανουαρίου 1988.

Το άρθρο 1 σημείο 3) εφαρμόζεται από την 1η ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1988.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

Historical Archives of the European Commission

ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΟ ΔΕΛΤΙΟ

Αφορά : πρόταση κανονισμού του Συμβουλίου που τροποποιεί τον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 για την κατάρτιση ειδικού προγράμματος ανάπτυξης της γεωργίας στην Πορτογαλία.

1. Κονδύλι του προϋπολογισμού : III B

θέση : 324

Ονομασία : Ειδικό πρόγραμμα ανάπτυξης της γεωργίας στην Πορτογαλία

2. Νομική βάση : Άρθρο 253 και πρωτόκολλο αριθ. 24 της πράξης προσχώρησης της Ισπανίας και της Πορτογαλίας στις Ευρωπαϊκές Κοινότητες

3. Ταξινόμηση : Υποχρεωτικές δαπάνες

4. Στόχοι του μέτρου και περιγραφή της δράσης : Με το στόχο την διευκόλυνση της εφαρμογής των μέτρων που προβλέπονται στα άρθρα 21 και 22 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3828/85 προτείνεται να αυξηθεί το ποσοστό της κοινοτικής συμμετοχής για τα μέτρα στο δασικό τομέα σε 70 % και να επεκταθεί η αύξηση κατά 10 % του ποσοστού της ενίσχυσης του FEOGA (Τμήμα Προσανατολισμού) για τα σχέδια που αναφέρονται στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 355/77 σε όλα τα σχέδια που εφαρμόζονται βάσει του εν λόγω κανονισμού ανεξάρτητα από το ποσοστό συμμετοχής του FEOGA (Τμήμα Προσανατολισμού).

5. Τρόπος υπολογισμού

5.1 φύση της δαπάνης :

5.2 Τμήμα της κοινοτικής χρηματοδότησης :

5.3 Υπολογισμός :

6. Χρηματοδοτικές επιπτώσεις στις πιστώσεις λειτουργίας (1)

6.1 Χρονοδιάγραμμα των πιστώσεων υποχρεώσεων και πληρωμών (σε εκατ. ECU)

<u>Οικονομικό έτος</u>	<u>Πιστώσεις υποχρεώσεων</u>	<u>Πιστώσεις πληρωμών</u>
19		
19		
19		
19		
19		
μεταγενέστερα οικ. έτη		
Σύνολο		

6.2 Χρηματοδότηση κατά τη διάρκεια του τρέχοντος οικονομικού έτους :

7. Παρατηρήσεις : (1) οι προτεινόμενες τροποποιήσεις δεν έχουν επιπτώσεις στο προβλεπόμενο κόστος του μέτρου (700 εκατ. ECU για 10 έτη)

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM(87) 439 endelig udg.

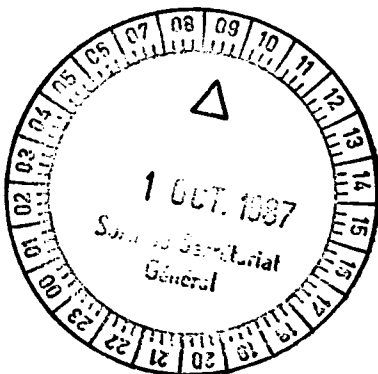
Bruxelles, den 25. september 1987

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 3828/85
om et særligt program for udvikling af landbruget i Portugal

(forelagt af Kommissionen)



KOM(87) 439 endelig udg.

BEGRUNDELSE

Rådets forordning (EØF) nr. 3828/85 af 20. december 1985 om et særligt program for udvikling af landbruget i Portugal trådte i kraft den 1. januar 1986; siden da har man konstateret, at de ændringer, der foreslås i dette udkast til forordning, ville lette gennemførelsen af de foranstaltninger, der er fastsat i forordningens artikel 21 og 22.

Disse ændringer omfatter:

- forhøjelsen på 10% af støtten fra EUGFL, Udviklingssektionen, til projekter, der finansieres i Portugal i henhold til Rådets forordning (EØF) nr. 355/77 af 15. februar 1977 om en fælles foranstaltning til forbedring af vilkårene for forarbejdning og afsætning af landbrugs- og fiskeriprodukter (artikel 21), foreslås udvidet til at omfatte alle projekter vedrørende landbrugsprodukter, der finansieres i Portugal i henhold til omtalte forordning (EØF) nr. 355/77, uanset med hvor stor en del EUGFL, Udviklingssektionen, bidrager
- den procentdel, hvormed EUGFL, Udviklingssektionen, bidrager til dækning af udgifterne til gennemførelse af skovbrugsforanstaltningerne (artikel 22), foreslås øget fra 50% til 70% fra den 1. januar 1987.

Det foreslås endvidere, at der oprettes en kontrolkomité (artikel 4a) for - som led i samarbejdet mellem Kommissionen og Portugal - at sikre, at de i forordning (EØF) nr. 3828/85 fastsatte foranstaltninger gennemføres, og for at disse foranstaltninger om nødvendigt kan justeres på grundlag af en fælles kontrol og evaluering.

Disse ændringer vil ikke få nogen indvirkning på de anslåede omkostninger ved den fælles foranstaltning, der afholdes af EUGFL.

Forslag til
RÅDETS FORORDNING (EØF)

om ændring af forordning (EØF) nr. 3828/85
om et særligt program for udvikling af landbruget i Portugal

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER HAR -

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab,

under henvisning til Akten vedrørende Spaniens og Portugals Tiltrædelse, særlig artikel 253, artikel 258, stk. 2, artikel 263, stk. 2, og protokol nr. 24, der er knyttet som bilag til Akten,

under henvisning til forslag fra Kommissionen (1), og

ud fra følgende betragtninger:

I artikel 21 i Rådets forordning (EØF) nr. 3828/85 (2) fastsættes en maksimal enhedssats for støtte fra EUGFL på 60% for projekter vedrørende landbrugsprodukter, der finansieres i Portugal i henhold til Rådets forordning (EØF) nr. 355/77 af 15. februar 1977 om en fælles foranstaltning til forbedring af vilkårene for forarbejdning og afsætning af landbrugsprodukter (3), senest ændret ved forordning (EØF) nr. 1760/87 (4); med henblik på at muliggøre en mere effektiv gennemførelse af målsætningen om en væsentlig forbedring af afsætningen og forarbejdningen som omhandlet i denne artikel, bør enhedssatsen erstattes af en variabel sats, der giver mulighed for at øge støtten fra Fonden til projekter, der finansieres i Portugal, med 10 procentpoints;

Portugals finansielle muligheder er meget begrænsede; på grund af den store betydning Fællesskabet tillægger gennemførelsen af skovbrugsforanstaltninger i Portugal som fastsat i artikel 22 i forordning (EØF) nr. 3828/85, bør Fællesskabets medfinansiering forhøjes til 70% af de udgifter, der skyldes gennemførelsen af disse foranstaltninger, for at fremme investeringerne i denne sektor;

(1) EFT nr. C af

(2) EFT nr. L 372 af 31.12.1985, s. 5.

(3) EFT nr. L 51 af 23.2.1977, s. 1.

(4) EFT nr. L 167 af 26.6.1987, s. 1.

der bør foretages en evaluering af gennemførelsen af de foranstaltninger, der er fastsat i forordning (EØF) nr. 3828/85 samt af disses virkning på de strukturelle problemer, der omhandles i omtalte forordning -

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

I forordning (EØF) nr. 3828/85 foretages følgende ændringer:

1) Som artikel 4a indsættes:

"Artikel 4a

1. Med henblik på den fælles foranstaltning oprettes der ved fælles overenskomst mellem Kommissionen og den portugisiske regering en kontrolkomité. Denne komité bistår den portugisiske regering og i givet fald enhver anden myndighed udpeget af den portugisiske regering med at sikre en effektiv gennemførelse af den fælles foranstaltning.

Komiteen holder møde mindst en gang om året, og i givet fald vil disse møder blive udvidet til at omfatte repræsentanter fra de berørte erhvervskredse.

2. For at sikre, at den nævnte komité modtager den nødvendige information, forpligter den portugisiske regering sig til en gang om året inden den 1. juli at tilsende Kommissionen en rapport om forløbet af alle programmer, der er under gennemførelse."

2) Artikel 21, stk. 2, affattes således:

"2. Det i artikel 17, stk. 2, litra c), i forordning (EØF) nr. 355/77 fastsatte tilskud fra Fonden kan i henhold til denne forordning øges med 10 procentpoints for projekter vedrørende landbrugsprodukter."

3) Artikel 22, stk. 3, første afsnit, affattes således:

"Fonden refunderer Portugal indtil 70% af udgifterne til gennemførelse af de i stk. 1 omhandlede foranstaltninger."

Artikel 2

Denne forordning træder i kraft på tredjedagen efter offentliggørelsen i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Artikel 1, nr. 2), anvendes fra den 1. januar 1988.

Artikel 1, nr. 3), anvendes fra den 1. januar 1987.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

Historical Archives of the European Commission

FINANSIERINGOVERSIGT vedrørende:

forslag til Rådets forordning om ændring af forordning (EØF) nr. 3828/85 om et særligt program for udvikling af landbruget i Portugal

1. Budgetpost: III B konto: 324 betegnelse: Et særligt program for udvikling af landbruget i Portugal

2. Retsgrundlag: Artikel 253 og protokol nr. 24 i Akten vedrørende Spaniens og Portugals tiltrædelse

3. Klassifikation: Obligatorisk udgift / ~~ikke obligatorisk udgift~~

4. Foranstaltningens formål og beskrivelse af aktionen: For at lette gennemførelsen af de foranstaltninger, der er fastsat i artikel 21 og 22 i forordning (EØF) nr. 3828/85, foreslås det at øge Fællesskabets deltagelse i finansieringen af skovbrugsforanstaltninger til 70%, og udvide forhøjelsen af EUGFL's tilskud med 10% for projekter i henhold til forordning (EØF) nr. 355/77 til at omfatte alle projekter i henhold til omtalte forordning, uanset med hvor stor en procentdel EUGFL, Udviklingssektionen, bidrager.

5. Beregningsmetode:

5.1 Udgiftens art:

5.2 Fællesskabsfinansieringens størrelse:

5.3 Beregning:

6. Finansielle virkninger for interventionsbevillingerne: (1)

6.1 Forfaldsplan for forpligtelses- og betalingsbevillinger (mio ECU)

<u>Regnskabsår</u>	<u>FB</u>	<u>BB</u>
19		
19		
19		
19		
19		
Følgende regnskabsår	_____	_____
I alt	_____	_____

6.2 Finansiering i indeværende regnskabsår:

7. Bemærkninger: (1) De foreslåede ændringer får ingen indvirkning på de anslåede omkostninger ved denne foranstaltning (700 mio ECU over 10 år)

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

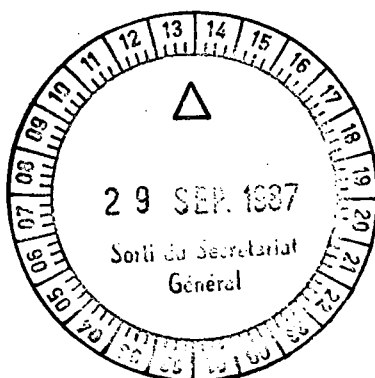
COM(87) 439 final.

Bruselas, 25 de septiembre de 1987

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se modifica el Reglamento (CEE) nº 3828/85
por el que se establece un programa específico
de desarrollo de la agricultura en Portugal

(presentada por la Comisión)



COM(87) 439 final.

EXPOSE DES MOTIFS

Le règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal, est entré en vigueur le 1er janvier 1986; depuis cette date, il a été constaté que l'application des mesures prévues aux articles 21 et 22 dudit règlement serait facilitée par les modifications proposées dans le présent projet de règlement.

Ces modifications concernent :

- la majoration de 10 points du taux d'aide du FEOGA-Orientation pour les projets financés au Portugal au titre du règlement (CEE) n° 355/77 du Conseil, du 15 février 1977, concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et de la pêche (article 21) qu'il est proposé d'élargir à tous les projets concernant les produits agricoles financés au Portugal au titre dudit règlement (CEE) n° 355/77, indépendamment du taux de participation du FEOGA-Orientation;
- le taux de participation du FEOGA-Orientation aux dépenses effectuées pour la réalisation des mesures forestières (article 22) qu'il est proposé de porter de 50 à 70 %, à partir du 1er janvier 1987.

En outre, il est proposé de mettre sur pied un comité du suivi (article 4bis) en vue de garantir - dans le cadre du partenariat entre la Commission et le Portugal - que la mise en oeuvre des mesures prévues dans le Règlement (CEE) n° 3828/85 soit effectuée et, le cas échéant, ajustée en tenant compte d'un effort commun de suivi et d'évaluation.

L'ensemble de ces modifications sera sans effet sur le coût prévisionnel de l'action commune à la charge du FEOGA.

Propuesta de
REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se modifica el Reglamento (CEE) nº 3828/85
por el que se establece un programa específico
de desarrollo de la agricultura en Portugal

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea,

Vista el Acta de adhesión de España y de Portugal y, en particular, su artículo 253, el apartado 2 de su artículo 258 y el apartado 2 de su artículo 263, y el Protocolo nº 24 anejo a la misma,

Vista la propuesta de la Comisión (1),

Considerando que el artículo 21 del Reglamento (CEE) nº 3828/85 del Consejo (2) establece un porcentaje máximo uniforme de subvención del 60%, concedido por el Fondo Europeo de Orientación y de Garantía Agrícola a los proyectos relativos a los productos agrícolas financiados en Portugal en virtud del Reglamento (CEE) nº 355/77 del Consejo, de 15 de febrero de 1977, relativo a una acción común para la mejora de las condiciones de transformación y de comercialización de los productos agrícolas (3), cuya última modificación la constituye el Reglamento (CEE) nº 1760/87 (4); que, para conseguir más eficazmente el objetivo de dicho artículo, es decir la mejora substancial de la comercialización y la transformación, es necesario sustituir el porcentaje uniforme por un porcentaje flexible que permita aumentar en diez puntos la contribución del Fondo a los proyectos financiados por este concepto en Portugal;

(1) DO nº C

(2) DO nº L 372 de 31.12.1985, p. 5

(3) DO nº L 51 de 23.2.1977, p. 1

(4) DO nº L 167 de 26.6.1987, p. 1

Considerando que las disponibilidades financieras de Portugal son muy limitadas; que, habida cuenta del carácter prioritario atribuido por la Comunidad a la aplicación de las medidas forestales en Portugal, definidas en el artículo 22 del Reglamento (CEE) nº 3828/85, es necesario elevar el porcentaje de cofinanciación comunitaria a un 70 % respecto de los gastos ocasionados por la aplicación de tales medidas, con objeto de fomentar aún más las inversiones en dicho sector;

Considerando la conveniencia de realizar una evaluación de la aplicación de las medidas establecidas en el Reglamento (CEE) nº 3828/85, así como de sus efectos sobre los problemas estructurales a que se hace referencia en dicho Reglamento,

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO :

Artículo 1

El Reglamento (CEE) nº 3828/85 quedará modificado como sigue:

1) Se insertará el artículo 4 bis siguiente:

"Artículo 4bis

1. Se creará, de común acuerdo entre la Comisión y el Gobierno portugués, un Comité de seguimiento de la acción común. Dicho Comité asistirá al Gobierno portugués o, en su caso, a cualquier otra autoridad designada por éste para garantizar una ejecución eficaz de la acción común.

El Comité se reunirá, por lo menos, una vez al año, y, si fuere necesario, asistirán a tales reuniones los representantes de los profesionales interesados.

2. Para garantizar la información de dicho Comité, el Gobierno portugués deberá remitir a la Comisión una vez al año, antes del 1 de julio, un informe sobre el desarrollo del conjunto de programas en curso de aplicación".

2. En el artículo 21 , el apartado 2 será sustituido por el siguiente texto:

"2. En virtud del presente Reglamento, la contribución del Fondo establecida en la letra c) del apartado 2 del artículo 17 del Reglamento (CEE) nº 355/77 podrá aumentarse en 10 puntos en el caso de los proyectos relativos a los productos agrícolas".

3. En el apartado 3 del artículo 22 , el párrafo primero será sustituido por el siguiente texto :

"El Fondo reembolsará a Portugal hasta el 70 % de los gastos efectuados para la aplicación de las medidas contempladas en el apartado 1".

Artículo 2

El presente Reglamento entrará en vigor el tercer día siguiente al de su publicación en el Diario Oficial de las Comunidades Europeas.

El apartado 2) del artículo 1 será aplicable a partir del 1 de enero de 1988.

El apartado 3) del artículo 1 será aplicable a partir del 1 de enero de 1987.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo,
El Presidente

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du
du Conseil modifiant le R. (CEE) n° 3828/85 instituant un programme spécifique
de développement de l'agriculture au Portugal.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 324 intitulé : Programme spécifique de développement
de l'agriculture au Portugal.

2. Base juridique : Art. 253 et protocole n° 24 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du
Portugal aux C.E.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~PRÉBUDGÉTAIRE~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Dans l'objectif de faciliter l'application
des mesures prévues aux art. 21 et 22 du R. (CEE) n° 3828/85 il est proposé de
porter le taux de participation communautaire pour les mesures forestières à 70 %
et d'élargir la majoration de 10 % du taux d'aide du FEOGA(0) pour les projets du
R. (CEE) n° 355/77 à tous les projets au titre dudit règlement indépendamment du
taux de participation du FEOGA(0).

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense :

5.2 Part du financement communautaire :

5.3 Calcul :

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels (1)

6.1 Echancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E.</u>	<u>C.P.</u>
19		
19		
19		
19		
19		
exercices ultérieurs		
Total		

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) Les modifications proposées n'affectent pas le coût prévisionnel
de la mesure (700 MECU sur 10 ans).

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(87) 439 final

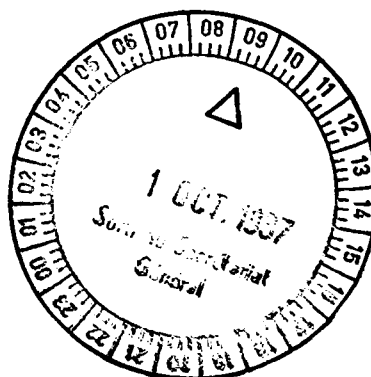
Bruxelas, 25 de Setembro de 1987

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) nº 3828/85 que institui
um programa específico de desenvolvimento
da agricultura em Portugal

(Apresentada pela Comissão)

COM(87) 439 final



EXPOSE DES MOTIFS

Le règlement (CEE) n° 3828/85 du Conseil, du 20 décembre 1985, instituant un programme spécifique de développement de l'agriculture au Portugal, est entré en vigueur le 1er janvier 1986; depuis cette date, il a été constaté que l'application des mesures prévues aux articles 21 et 22 dudit règlement serait facilitée par les modifications proposées dans le présent projet de règlement.

Ces modifications concernent :

- la majoration de 10 points du taux d'aide du FEOGA-Orientation pour les projets financés au Portugal au titre du règlement (CEE) n° 355/77 du Conseil, du 15 février 1977, concernant une action commune pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et de la pêche (article 21) qu'il est proposé d'élargir à tous les projets concernant les produits agricoles financés au Portugal au titre dudit règlement (CEE) n° 355/77, indépendamment du taux de participation du FEOGA-Orientation;
- le taux de participation du FEOGA-Orientation aux dépenses effectuées pour la réalisation des mesures forestières (article 22) qu'il est proposé de porter de 50 à 70 %, à partir du 1er janvier 1987.

En outre, il est proposé de mettre sur pied un comité du suivi (article 4bis) en vue de garantir - dans le cadre du partenariat entre la Commission et le Portugal - que la mise en oeuvre des mesures prévues dans le Règlement (CEE) n° 3828/85 soit effectuée et, le cas échéant, ajustée en tenant compte d'un effort commun de suivi et d'évaluation.

L'ensemble de ces modifications sera sans effet sur le coût prévisionnel de l'action commune à la charge du FEOGA.

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

que altera o Regulamento (CEE) nº 3828/85 que institui
um programa específico de desenvolvimento
da agricultura em Portugal

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia,

Tendo em conta o Acto de Adesão de Espanha e de Portugal e, nomeadamente, o seu artigo 253º, o nº 2 do seu artigo 258º, o nº 2 do seu artigo 263º e o Protocolo nº 24 que lhe vem anexo,

Tendo em conta a proposta da Comissão (1),

Considerando que o artigo 21º do Regulamento (CEE) nº 3828/85 do Conselho (2), prevê uma taxa máxima uniforme de subsídio de 60% concedida pelo Fundo Europeu de Orientação e Garantia Agrícola aos projectos respeitantes aos produtos agrícolas financiados em Portugal ao abrigo do Regulamento (CEE) nº 355/77 do Conselho de 15 de Fevereiro de 1977, relativo a uma acção comum para a melhoria das condições de transformação e comercialização dos produtos agrícolas (3), com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CEE) nº 1760/87 (4); que, com vista a permitir que se atinja de um modo mais eficaz o objectivo de melhoria reforçada da comercialização e da transformação a que esse artigo responde, é

(1) JO nº C de

(2) JO nº L 372 de 31.12.1985, p. 5.

(3) JO nº L 51 de 23.2.1977, p. 1.

(4) JO nº L 167 de 26.6.1987, p. 1.

conveniente substituir a taxa uniforme por uma taxa flexível que permita aumentar de 10 pontos a participação do Fundo para projectos financiados com esse fundamento em Portugal;

Considerando que as disponibilidades financeiras de Portugal são muito limitadas; que, tendo em conta o carácter prioritário atribuído pela Comissão à realização das medidas florestais em Portugal tais como definidas no artigo 22º do Regulamento (CEE) nº 3828/85, é necessário elevar a taxa de co-financiamento comunitário para 70% em relação às despesas ocasionadas pela realização dessas medidas a fim de que sejam mais encorajados os investimentos nesse sector;

Considerando que é conveniente proceder a uma avaliação da execução das medidas previstas pelo Regulamento (CEE) nº 3828/85, bem como do seu efeito sobre os problemas estruturais referidos no mencionado regulamento,

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO:

Artigo 1º

O Regulamento (CEE) nº 3828/85 é alterado do seguinte modo:

1. É aditado o artigo 4º-A seguinte :

"Artigo 4º-A

1. Em relação à acção comum, é criado um Comité de acompanhamento, de comum acordo entre a Comissão e o Governo português.

O Comité assistirá o Governo português ou, se for caso disso, qualquer outra autoridade por este designada para assegurar uma execução eficaz da acção comum.

O Comité reunir-se-á, no mínimo, uma vez por ano e, se for caso disso, as reuniões são alargadas aos representantes dos meios profissionais em causa.

2. Com vista a assegurar a informação do referido Comité, o Governo português enviará à Comissão, uma vez por ano, antes de 1 de Julho, um relatório sobre o desenrolar do conjunto dos programas em execução".

2. O nº 2 do artigo 21º passa a ter a seguinte redacção :

"2. A participação do Fundo prevista no nº 2, alínea c), do artigo 17º do Regulamento (CEE) nº 355/77 pode ser aumentada de 10 pontos, ao abrigo do presente regulamento, em relação aos projectos respeitantes aos produtos agrícolas".

3. O nº 3, primeiro parágrafo, do artigo 22º passa a ter a seguinte redacção :

"O Fundo reembolsará a Portugal até 70% das despesas efectuadas para a realização das medidas referidas no nº 1".

Artigo 2º

O presente regulamento entra em vigor no terceiro dia seguinte ao da sua publicação no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

O disposto no nº 2 do artigo 1º é aplicável a partir de 1 de Janeiro de 1988.

O disposto na nova redacção introduzida pelo nº 3 do artigo 1º produz efeitos a partir de 1 de Janeiro de 1987.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho
O Presidente

FICHE FINANCIERE

concernant : une proposition de règlement du
du Conseil modifiant le R. (CEE) n° 3828/85 instituant un programme spécifique
de développement de l'agriculture au Portugal.

1. Ligne budgétaire : III B poste : 324 intitulé : Programme spécifique de développement
de l'agriculture au Portugal.

2. Base juridique : Art. 253 et protocole n° 24 de l'Acte d'adhésion de l'Espagne et du
Portugal aux C.E.

3. Classification : Dépense obligatoire ~~DESIGNEE~~

4. Objectifs de la mesure et description de l'action : Dans l'objectif de faciliter l'application
des mesures prévues aux art. 21 et 22 du R. (CEE) n° 3828/85 il est proposé de
porter le taux de participation communautaire pour les mesures forestières à 70 %
et d'élargir la majoration de 10 % du taux d'aide du FEOGA(O) pour les projets du
R. (CEE) n° 355/77 à tous les projets au titre dudit règlement indépendamment du
taux de participation du FEOGA(O).

5. Mode de calcul

5.1 Nature de la dépense :

5.2 Part du financement communautaire :

5.3 Calcul :

6. Incidence financière sur les crédits opérationnels (1)

6.1 Échéancier des crédits d'engagement et de paiement (Mio ECU)

<u>Exercice</u>	<u>C.E.</u>	<u>C.P.</u>
19		
19		
19		
19		
19		
exercices ultérieurs		
Total		

6.2 Financement pendant l'exercice en cours :

7. Observations : (1) les modifications proposées n'affectent pas le coût prévisionnel
de la mesure (700 MECU sur 10 ans).

Fiche d'impact de certains actes législatifs sur les PME et l'emploi

1. Obligations administratives découlant de l'application de la législation pour les entreprises	néant
2. Avantages pour l'entreprise . lesquelles	- oui / non Impacts en amont et en aval pour les entreprises travaillant pour le secteur agricole.
3. Inconvénients pour l'entreprise (coûts supplémentaires) . conséquences	- oui / non
4. Effets sur l'emploi	Positifs
5. Y a-t-il eu concertation préalable avec les partenaires sociaux? . avis des partenaires sociaux	- oui / non
6. Y a-t-il une approche alternative moins contraignante? . laquelle	- oui / non